Revivez #LaREF21 - "Le coût de la liberté"

Publié le 8 septembre 2021

Avec la participation de Pierre Moscovici, Pascal Demurger, Gaspard Koenig, Agnès Pannier-Runacher, Natacha Valla, Agnès Verdier-Molinié et animé par Marc Landré.

Verbatim

- Pierre Moscovici : "*En juin, on nous avait reproché de ne pas être assez austéritaires, mais je ne regrette pas notre décision, car avec le variant Delta, nous sommes toujours dans la crise sanitaire. Ce dont nous avons le plus besoin dans ce pays, c'est une stratégie de croissance durable.*"
- Pierre Moscovici : "*Nous ne pouvons pas vivre éternellement avec le niveau d'endettement que nous connaissons aujourd'hui.*"
- Pierre Moscovici : "*Il faudra maîtriser nos dépenses publiques. Mais nous vivons encore avec le Covid et avons de ce fait préconisé que nous nous attaquions au problème des dépenses publiques à partir de 2023, en mettant en oeuvre les réformes qui nous permettrons de rendre notre modèle de croissance plus performant.*"
- Pierre Moscovici : "*Il faudra aussi changer la gouvernance de nos finances publiques, y compris au niveau européen.*"
- Pierre Moscovici : "*La dette est l'ennemi de l'économie.*"
- Pierre Moscovici : "*Quand on est très endetté, on n'est pas libre, il faut donc se libérer du fardeau de la dette.*"
- Pierre Moscovici : "*Il faut bien redimensionner l'Etat. C'est incontournable.*"
- Agnès Pannier-Runacher : "*C'est dans ces moments de crise qu'on redonne toutes ses lettres de noblesse à l'intervention de l'Etat.*"
- Agnès Verdier-Molinié : "*Se libérer de l'Etat est une question extrêment paradfoxal dans les temps que nous vivons.*"
- Agnès Pannier-Runacher : "*On a le niveau de prélèvements obligatoires le plus élevé d'Europe, voire du monde.*"
- Pascal Demurger : "*Je crois que le rôle de l'Etat de demain, c'est précisément de prévenir.*"
- Gaspard Koenig : "*Chacun dans son coin a un problème lié à une surcharge administrative, qu'il ne comprend plus.*
"
- Gaspard Koenig : "*Les normes, c'est aussi un problème féministe, car ce sont toujours les femmes qui remplissent la paperasse.*"
- Natacha Valla : "*Apres la crise que nous venons de travarser, on s'est rendu compte que si l'Etat navait pas été là pour intervenir massivement et avec beaucoup de réactivité, l'économie serait dans un état lamantable.*"
- Pascal Demurger : "*Est-ce qu'il est normal que les pouvoirs publics continuent d'acheter auprès d'entreprises qui continuent à polluer ?*"

- Pascal Demurger : "*Il faut aligner les objectifs de l'Etat, de bien commun et de transition, avec la production des entreprises.*"
- Agnès Pannier-Runacher : "*Je crois en un Etat stratège, et pas en un Etat qui se substitue aux entreprises.*"
- "Gaspard Koening : "*Avec la RSE, l'Etat se depouille de ses responsabilités.*"
- Natacha Valla : "*On a beaucoup de reflexions sur les normes et on ne les fait pas précéder par des reflexions sur les valeurs.*"
- Agnès Verdier-Molinié : "*Ce qui m'étonne, c'est qu'on parle encore d'investir l'argent de l'Etat; qui n'en a pas.*"
- Agnès Verdier-Molinié : "*S'il n'y a pas d'augmentation d'impôts, alors il doit y avoir un plan de désendettement, et dès 2022.*"

Pour aller plus loin

Le coût de la liberté

Enfin, dernier débat de la matinée, le coût de la liberté. Quoi qu'il en coûte, interventions publiques tous azimuts, dette géante, nationalisations, contrôle des acquisitions, l'Etat a été là pour sauver l'économie. Alors peut-on/doit-on se libérer de l'Etat ?

Selon Aristote, l'homme est un « *animal politique* ». Cela implique qu'il s'organise en société dont l'Etat assure le bon fonctionnement. Certes à travers les lois et réglementations qu'il met en place, l'Etat trace les limites de l'obligatoire, du permis et du défendu et peut parfois être un frein à nos libertés individuelles. Nous l'avons âprement constaté au cours de ces dix-huit mois de crise sanitaire. Pour autant, serions-nous plus libres sans l'Etat ?

Comme l'explique Spinoza dans son traité de théologie politique, en nous soumettant aux lois, nous renonçons certes à certaines libertés d'agir, mais en aucun cas à nos libertés de penser et de nous exprimer, en tout cas dans nos démocraties occidentales respectueuses de l'état de droit. Que serait en fait une vie sans Etat soumise au « ni Dieu, ni maître » cher aux anarchistes ? Ne serait-ce pas tout simplement une jungle où régnerait la loi du plus fort ?

Bien sûr, en détenant le « *monopole de la violence légitime* », selon l'expression de Max Weber, l'Etat peut parfois franchir des limites, ce qui est inacceptable pour certains. C'est un peu ce qu'il se passe avec la mise en place du pass sanitaire.

Mais comment aurions-nous affronté la crise sanitaire sans l'Etat et notamment sans la mise en place du quoi qu'il en coûte, décidé par Emmanuel Macron dès mars 2020 ? Bien sûr à un moment ou à un autre, il faudra rembourser tout cela, mais ce dispositif a permis de sauver des pans entiers de notre économie et d'éviter à notre pays l'apoplexie. Il ne faut pas l'oublier. Pour ses opposants toutefois, la crise a permis à l'Etat de s'immiscer partout et d'étouffer la société, mais comme l'affirmait Margareth Thatcher, « *le prix de la liberté n'est-ce pas le sacrifice ?* ».